

Le principal parti d'opposition sud-africain, l'Alliance démocratique, a annoncé ce 28 janvier, que l'ex-femme d'affaires Mamphela Ramphela, devenait sa candidate pour affronter le président Jacob Zuma lors des élections générales prévues au deuxième trimestre.

Après une vie de femme d'affaires, d'universitaire et de militante dans le champ social, Mamphela Ramphela s'apprête à jouer son quatrième acte : elle se lance dans la politique. L'ex-directrice générale de la Banque mondiale chargée du développement humain – et ancienne compagne du militant Steve Biko – vient d'annoncer la création de la «plateforme politique» du dernier parti sud-africain en date, Agang («Construi-sons en langue sesotho [l'une des onze langues officielles d'Afrique du Sud]), en vue de l'élection présidentielle de 2014.

«Nous devons demander des comptes aux responsables élus tout autant qu'aux chefs d'entreprise», explique-t-elle lorsque nous nous rencontrons dans sa modeste résidence du quartier huppé de Camps Bay, au Cap. Ce discours sur la responsabilité est instinctif chez cette femme qui a passé la dernière décennie à siéger au conseil d'administration des plus prestigieuses entreprises sud-africaines, comme le groupe minier Anglo American ou la société d'investissement Remgro. Ramphela, qui, avec une fortune estimée à plus de 50 millions de dollars [38,5 millions d'euros], figurait en 2011 au classement Forbes des «neuf femmes les plus riches d'Afrique», a ouvert la voie permettant aux femmes noires de talent de prendre en main les destinées de ces institutions – et de bien d'autres – traditionnellement dominées par des hommes.

En entrant en politique, celle qui fut également la première vice-chancelière noire de l'université du Cap envisage de sillonner le pays afin de lancer un débat avec les électeurs sur l'usage que la nation devrait faire de ses abondantes ressources naturelles pour résoudre les problèmes complexes qu'ont fait naître des décennies de sous-investissement dans la population noire pauvre.

Elle a troqué son tailleur noir, son rang de perles et son rouge à lèvres vif pour la tenue et la coiffe traditionnelles, et cherche à rassembler au-delà de son électorat naturel de Noirs et de Blancs des classes moyennes et supérieures sud-africaines. Ce groupe en a assez des manifestations violentes des ouvriers et des mouvements de jeunesse, de la corruption endémique et d'un système scolaire en faillite – autant de phénomènes qui,

conjugués, ont contribué à ralentir la croissance économique et sont depuis peu systématiquement associés à la gouvernance de l'ANC, au pouvoir depuis dix-neuf ans.

Mme Ramphela, 65 ans, est célèbre en Afrique du Sud pour son militantisme social, notamment dans le domaine de l'éducation. Au cours de notre entretien, elle revient longuement sur la nécessité de venir à bout de l'héritage de l'apartheid dans les écoles publiques d'Afrique du Sud.

Mamphela Ramphela a habilement rappelé son action dans la lutte contre l'apartheid en présentant la plateforme d'Agang à la prison des femmes de Johannesburg, désormais transformée en musée. En 1976, la jeune doctoresse formée à l'université [de la province] du Natal, qui s'était attiré le respect de beaucoup en créant la première clinique communautaire du pays, a été incarcérée dans une prison du Cap-Oriental, avant que le gouvernement nationaliste la déporte de force à plus d'un millier de kilomètres de son village ancestral. Pendant qu'elle était en résidence surveillée, la police a assassiné son compagnon, le fondateur du Mouvement de la conscience noire, Steve Biko, alors en détention.

Helen Zille, aujourd'hui à la tête du premier parti d'opposition d'Afrique du Sud, l'Alliance démocratique (DA), et Premier ministre de la province du Cap-Occidental, était à l'époque journaliste. C'est elle qui a révélé les circonstances de la mort de Biko. Bien qu'elle partage le passé militant de Ramphela, la chef de file de l'Alliance démocratique n'a pas encore réussi à convaincre sa vieille amie d'unir leurs forces au sein d'une opposition unifiée. L'Alliance démocratique bénéficie d'une solide infrastructure nationale que n'a pas Agang. Mme Ramphela affirme que, le jour où elle a lancé son parti, elle n'était épaulée que par une équipe de cinq professionnels.

«Dieu merci, dit-elle, il y a Internet, qui peut multiplier et amplifier la voix des citoyens concernés grâce aux médias sociaux.»

A terme, Mme Ramphela, qui n'a jamais appartenu à aucun parti politique, n'exclut pas de contracter des alliances. Sa priorité est et a toujours été son pays, que ce soit dans les affaires, en milieu universitaire ou dans l'action militante.

«Nous continuerons à dialoguer avec tous les partis politiques qui veulent mettre au point des solutions privilégiant les intérêts de l'Afrique du Sud», dit-elle.